



L'évolution de la scolarisation au niveau de l'enseignement primaire

L'objectif de la scolarisation primaire universelle à l'horizon 2015 peut-il être atteint ? Ce chapitre, en se basant sur les dernières données disponibles, soit 2004/05, se propose d'établir un bilan quantitatif des cinq premières années qui ont suivi le Forum de Dakar, à la fois en termes de capacité d'accueil des systèmes mais aussi d'accès au primaire et surtout de son achèvement. Il apparaît que tous les indicateurs de scolarisation se sont nettement améliorés depuis 1990, avec des dynamiques beaucoup plus prononcées sur la période récente qu'entre 1990 et 2000, signe que le Forum de Dakar a insufflé un nouvel élan à l'expansion de la scolarisation. Ces derniers résultats amènent à réviser à la hausse les perspectives d'atteinte de la scolarisation primaire d'ici 2015. Mais si les dernières tendances sont plus optimistes qu'auparavant, elles ne suffiront pas dans un certain nombre de pays du continent pour garantir l'atteinte de l'objectif n°2 de l'EPT si d'importants progrès ne sont pas enregistrés dans la rétention des élèves en cours du cycle primaire.

Sur le plan institutionnel, le chapitre 1 a montré que le Forum de Dakar avait insufflé une dynamique certaine de promotion et de suivi de l'éducation en Afrique : la question de sa traduction dans les faits se pose néanmoins. Sept ans après le Forum de Dakar, les dernières données disponibles datant de 2004/05 permettent aujourd'hui d'établir véritablement un bilan quantitatif de cette réunion et de la mobilisation, à la fois au niveau des pays et de la communauté internationale, qui s'en est suivie. Quel est à l'heure actuelle l'état des lieux de la scolarisation primaire sur le continent africain et notamment où en sont les pays vis-à-vis de l'objectif 2 de Dakar ? Le Forum de Dakar a-t-il accéléré la marche de ces pays vers la Scolarisation Primaire Universelle ? Cet objectif pourra-t-il être atteint à l'horizon 2015 ?

La première partie de ce chapitre s'attache à examiner la situation actuelle des pays africains au niveau du primaire, à la lumière des résultats qu'on observait en 2000. Plusieurs indicateurs sont alors mobilisés, comme le taux brut de scolarisation, le taux brut d'admission mais surtout le taux d'achèvement, auquel l'objectif 2 de Dakar fait directement référence. On constate que les niveaux actuels de l'achèvement sont très variés sur le continent, ce qui souligne la diversité à la fois des trajectoires passées et des défis auxquels les pays doivent encore répondre. Pour voir si les changements institutionnels intervenus depuis le Forum de Dakar se traduisent par une modification des dynamiques, on compare dans une deuxième partie les gains enregistrés sur les périodes 1990 - 2000 et 2000 - 2005, tant du point de vue de l'évolution de la capacité d'accueil que de l'admission et de l'achèvement du cycle. On peut alors se demander si les tendances actuelles en termes d'admission et de rétention au sein du cycle permettront au continent africain de scolariser en 2015 tous les enfants qui auront l'âge théorique d'aller à l'école primaire. Cela conduit dans une troisième partie à réviser, sur la base des informations les plus récentes possibles, les anticipations qui avaient été faites auparavant quant aux perspectives d'atteinte de la scolarisation primaire universelle à l'horizon 2015.



1. L'évolution des indicateurs de scolarisation dans l'enseignement primaire entre 1990/91 et 2004/05

1.1 Une capacité d'accueil en forte expansion depuis 1990/91

Les progrès en matière de capacité d'accueil au niveau du primaire, mesurés par l'évolution du taux brut de scolarisation (TBS), sont importants depuis 1990/91. En moyenne, le TBS s'établit à 98% en 2004/05 contre 78% en 1990/91¹. Les progrès récents sont manifestes, puisque sur les 20 points de pourcentage gagnés sur la période, 12 l'ont été entre 1990/91 et 2000/01 et 8 entre 2000/01 et 2004/05. Le tableau 2.1 présente à cet effet la situation des pays selon leur niveau de TBS en 1990/91 et 2004/05.

Tableau 2.1 : Situation comparée des pays africains selon leur niveau de taux brut de scolarisation en 1990/91 et 2004/05 (ou années proches)

		TBS 2004/05 (%)					
		< 50	50 - 70	70 - 90	90 - 100	> 100	Non disponible
TBS 1990/91 (%)	< 50	Niger, Djibouti	Soudan, Erythrée, Burkina Faso	Mali, Guinée, Ethiopie			
	50 - 70			Sénégal, Gambie, Côte d'Ivoire, Tchad	Mauritanie, Bénin	République Unie de Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Mozambique, Maroc, Malawi	Guinée Bissau
	70 - 90			Comores, RCA, Burundi	Nigeria, Ghana	Egypte	RDC, Angola
	90 - 100					Algérie, Zambie, Togo, Botswana, Swaziland, Madagascar, Cameroun, Kenya	
	> 100				Namibie, Zimbabwe	Tunisie, Afrique du Sud, Sao Tome et Principe, Lesotho, Gabon, Guinée Equatoriale, Cap Vert, Congo, Maurice, Seychelles	
	Non disponible					Sierra Leone, Libye	Somalie, Libéria

Source : Données d'analyses sectorielles et de l'ISU

En 2004/05, cinq pays présentent encore un niveau de couverture inférieur à 70%. Le Niger et Djibouti, avec respectivement 47% et 40% de TBS, demeurent de ce point de vue les pays avec la plus faible couverture. En revanche, les progrès sont considérables si l'on considère la situation moyenne africaine ou celle de certains pays particuliers : le Niger était à 26% en 1990/91. Sa situation actuelle résulte donc de progrès substantiels réalisés depuis le début des années 1990.

De plus, 25 pays présentent en 2004/05 un TBS supérieur à 100%, et 6 autres un TBS compris entre 90 et 100% : cela signifie que compte tenu de leurs conditions actuelles de scolarisation, ces pays ont théoriquement la capacité nécessaire pour accueillir à l'école primaire l'ensemble des enfants qui sont en âge de fréquenter ce niveau d'enseignement. Cela ne signifie pas par contre que ces pays ont atteint la scolarisation primaire universelle ou qu'ils en sont proches car le TBS n'est pas un indicateur adéquat pour mesurer cet objectif : il décrit une situation moyenne de scolarisation et est fortement dépendant du niveau de redoublement qui s'observe dans le système². Il ne rend donc pas compte du niveau d'admission et surtout d'achèvement du cycle. Or l'objectif de scolarisation primaire universelle tel qu'il a été

¹ Lorsque l'on considère, au lieu de la moyenne simple, la moyenne des TBS pondérée pour chaque pays par l'effectif de la population scolarisable, ces valeurs sont de 95% en 2004/05 contre 73% en 1990/91.

² cf. Reuge (2004a).

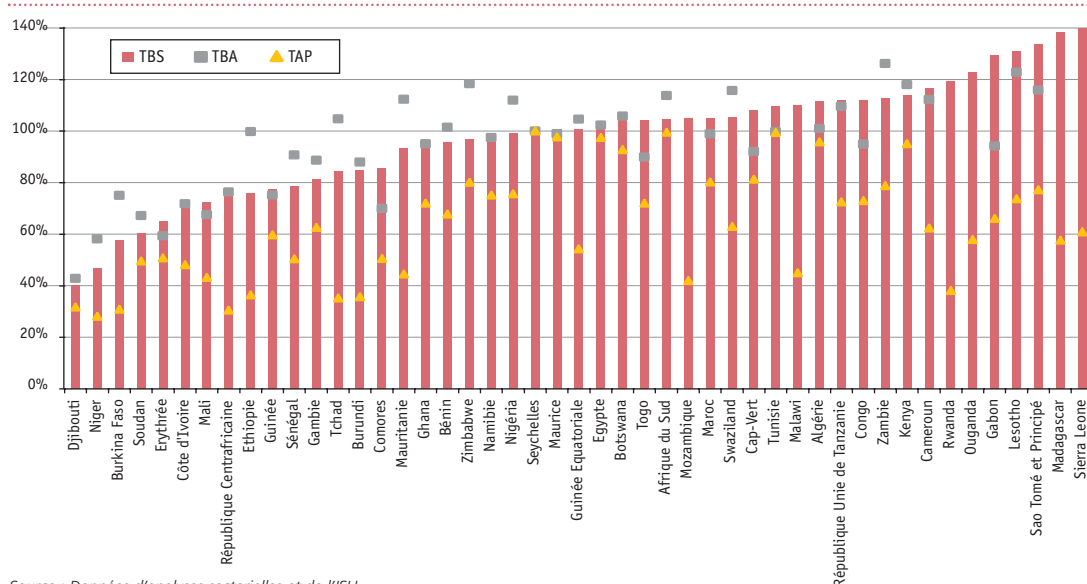
initialement formulé dans le cadre du Forum de Dakar et repris dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) implique que tous les enfants achèvent le cycle primaire.

1.2 Couverture, admission et achèvement

Les évolutions concernant le taux brut d'admission (TBA) et le taux d'accès en dernière année du primaire (TAP) qui mesure approximativement l'achèvement du cycle³ sont tout aussi remarquables : le TBA qui était de 85% en 1990/91 s'établit à 105% en 2004/05⁴, avec là aussi un accroissement plus fort pour la période récente (10 points pour chacune des deux sous-périodes). Entre 1990/91 et 2004/05, le TAP est passé en moyenne de 48% à 65%. Alors que sur l'ensemble des pays considérés moins d'un élève sur deux achevait l'enseignement primaire en début de période, deux élèves sur trois atteignent la fin du cycle aujourd'hui.

Le graphique 2.1 présente de façon synthétique, pour l'année 2004/05, la situation d'un certain nombre de pays africains au regard du taux brut de scolarisation, du taux brut d'admission et du taux d'accès en dernière année du primaire. Si un TBS faible est généralement associé à un faible niveau d'achèvement du cycle, comme c'est par exemple le cas pour le Niger, un TBS élevé peut être la résultante de situations variées tant en termes d'admission que d'achèvement. Ainsi, bien que le Botswana et le Swaziland présentent des niveaux de TBS comparables (105%), le Botswana, avec un TAP de 93% en 2004/05, est proche de l'achèvement universel, alors que le Swaziland demeure à un niveau d'achèvement relativement faible (TAP de 63% en 2004/05).

Graphique 2.1 : Situation de quelques pays au regard des taux brut de scolarisation, taux brut d'admission et taux d'achèvement du cycle primaire, année 2004/05 ou proche



Source : Données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Le taux d'accès en dernière année du primaire, même s'il constitue une estimation légèrement biaisée du niveau d'achèvement du primaire, est certainement le meilleur indicateur pour rendre compte des avancées en matière de scolarisation primaire universelle et ainsi mesurer les progrès vers l'objectif 2 du Forum de Dakar.

Le tableau 2.2 présente la situation des pays africains au regard de leur niveau d'achèvement en 1990/91 et 2004/05.

3 Il est en effet calculé sur les nouveaux entrants en dernière année du cycle primaire, ce qui revient à considérer implicitement que les déperditions au cours de la dernière année sont nulles.

4 Respectivement 94 et 129% pour les moyennes pondérées.

Tableau 2.2 : Situation comparée des pays africains selon leur niveau de taux d'accès en dernière année de l'enseignement primaire en 1990/91 et 2004/05 (ou années proches)

		TAP 2004/05 (%)				
		< 30	30 - 50	50 - 80	> 80	Non disponible
TAP 1990/91 (%)	< 30	Niger	Tchad, Djibouti, Mali, Mozambique, Malawi, Ethiopie	Bénin, Erythrée, Guinée		Guinée Bissau
	30 - 50		Burkina Faso, Burundi, RCA, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Rwanda, Soudan	Comores, Guinée Equatoriale, Gambie, Madagascar, Sénégal, Togo, Ouganda, République Unie de Tanzanie	Maroc	Angola, RDC
	50 - 80			Cameroun, Congo, Gabon, Ghana, Lesotho, Nigeria, Sao Tomé, Swaziland	Algérie, Cap Vert, Kenya, Tunisie	
	> 80			Namibie, Zambie	Botswana, Egypte, Maurice, Afrique du Sud, Zimbabwe, Seychelles	
	Non disponible			Sierra Leone	Libye	Liberia, Somalie

Source : Données d'analyses sectorielles et de l'ISU

L'évolution sur la période considérée est importante. En 1990/91, 19 pays présentaient un taux d'achèvement du primaire faible (inférieur à 50%), 11 d'entre eux se situaient même en deçà d'un TAP de 30%. En 2004/05, seul le Niger reste très en retard avec un TAP de 28%, ce qui ne doit toutefois pas occulter les progrès réalisés par ce pays, qui présentait un TAP de 17% en 1990/91. Treize autres pays ont à l'heure actuelle un niveau d'achèvement qui demeure faible, inférieur à 50% : le Tchad, Djibouti, le Mali, le Mozambique, L'Ethiopie, le Malawi, le Burkina Faso, le Burundi, la RCA, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Rwanda et le Soudan.

Si l'évolution en matière d'achèvement est généralement à la hausse, on notera que quatre pays ont, en 2004/05, un niveau d'achèvement inférieur à ce qu'il était en 1990/91 : il s'agit du Burundi (36% contre 46% en 1990/91), de la Namibie (75% contre 83%), de la Zambie (79% contre 93%) et du Zimbabwe (80% contre 94%). Le cas de la Namibie est singulier dans la mesure où ce pays était en 2002/03 considéré comme proche de la SPU, avec un TAP supérieur à 90%⁵.

Enfin, certains pays présentent d'ores et déjà un niveau d'achèvement supérieur à 90% et peuvent donc être considérés comme étant proche de la scolarisation primaire universelle : le Botswana, l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, le Kenya⁶, la Libye, Maurice et les Seychelles.

5 cf. UNESCO BREDIA (2005)

6 La classification internationale de l'éducation retient pour le Kenya une durée du cycle primaire de six années.

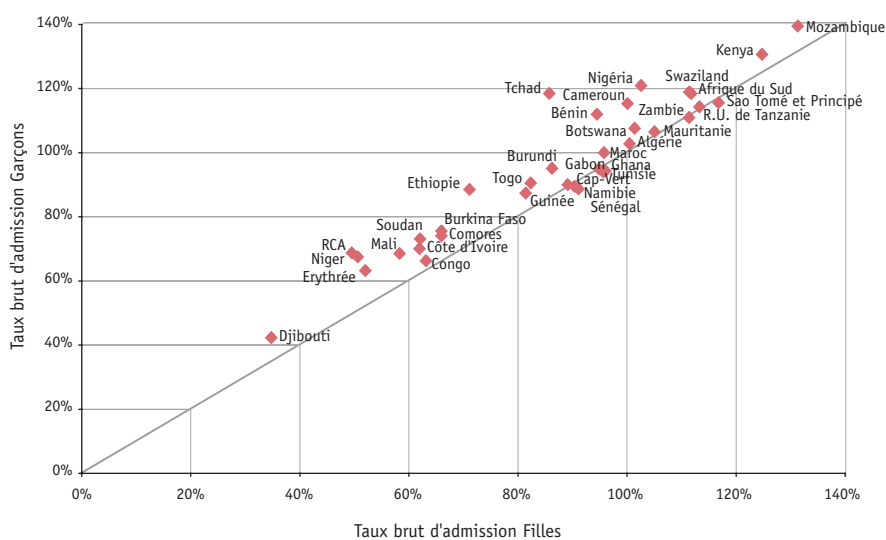
1.3 Des disparités persistantes selon le genre en 2004/05

Un certain nombre de pays demeurent éloignés de l'objectif de parité selon le genre, tant en termes d'admission que d'achèvement du cycle.

1.3.1 Du point de vue de l'admission

Sur les 41 pays pour lesquels les données nécessaires au calcul de l'indice de parité selon le TBA sont disponibles, la moyenne simple s'établit à 0,92 en 2004/05, ce qui signifie que sur ces pays, on ne compte que 92 filles pour 100 garçons à l'entrée à l'école. Quatorze pays ont un indice de parité inférieur à 0,9, parmi lesquels trois d'entre eux se situent en dessous du seuil de 0,8 : le Niger (0,75), le Tchad (0,72) et la République Centrafricaine (0,72). Sept pays ont au contraire un indice supérieur ou égal à 1 : le Ghana, le Sénégal, Sao Tome et Principe, la Tunisie et la Gambie, la Namibie et enfin le Malawi, qui présente la valeur maximale observée sur l'ensemble du continent (1,08). Le graphique 2.2 illustre la diversité des situations, reflétant par ailleurs le fait que les disparités peuvent être aussi importantes dans les pays à niveau d'admission élevé que dans les pays à faible niveau.

Graphique 2.2 : TBA filles vs TBA garçon, région Afrique, année 2004/05 ou proche



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

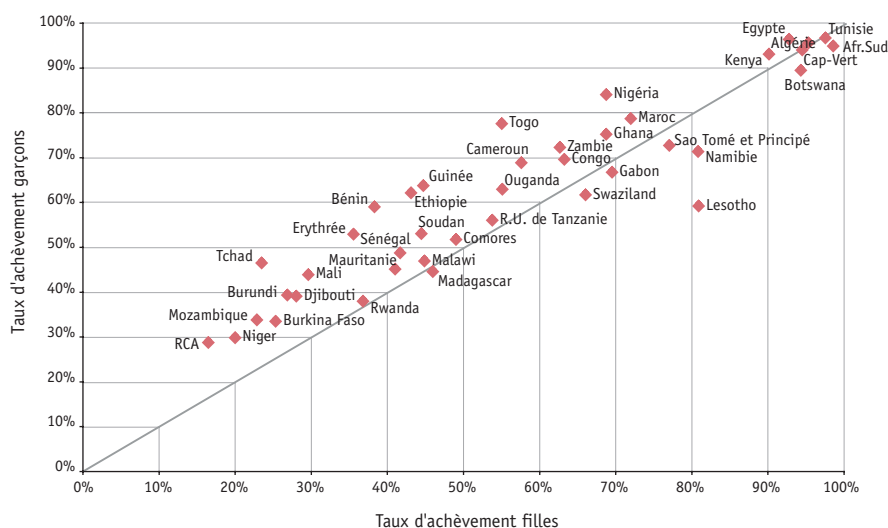


© UNESCO BREDA - Mario Bels

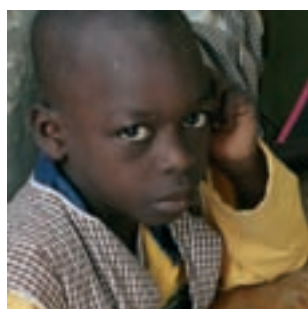
1.3.2 Du point de vue de l'achèvement

L'indice de parité selon le genre calculé sur la base du TAP a pu être obtenu sur 41 pays également. La moyenne s'établit à 0,88 en 2004/05, ce qui marque une stabilité depuis 2002/03⁷. Treize pays demeurent en dessous de 0,8. La valeur minimale s'observe au Tchad (0,51), suivi de loin par la République Centrafricaine (0,64) et le Bénin (0,66). Neuf pays ont un indice supérieur à 1 : le Botswana, le Gabon, le Lesotho⁸, Maurice, la Namibie, Sao Tome et Principe, l'Afrique du Sud, la Tunisie et Madagascar. L'étendue de l'indice parité calculée sur le TAP (0,51 - 1,36) est de fait plus importante que celle calculée sur le TBA (0,72 - 1,08)⁹. Le graphique 2.3 illustre la diversité des situations que l'on peut observer en Afrique sur les niveaux d'achèvement des filles et des garçons. La dispersion autour de la droite de parité apparaît plus importante que celle observée précédemment à propos du TBA.

Graphique 2.3 : Comparaison du taux d'achèvement du primaire garçon-filles, année 2004/05 ou proche.



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU



7 L'indice de parité selon le genre calculé dans le rapport UNESCO BREDIA (2005), sur la base des données de 42 pays en 2002/03 s'établissait à 0,87.

8 Le cas du Lesotho est singulier dans la mesure où la valeur de l'indice de parité y est particulièrement élevée (1,36) : pour 100 garçons achevant le cycle primaire, on trouve 136 filles dans cette situation

9 En outre, la corrélation linéaire entre les taux bruts d'admission des différents pays, selon le genre, est plus forte que celle entre les différents taux d'achèvement du primaire.

1.3.3 Indices de parité comparés

Le graphique 2.4 met en regard les indices de parité en termes de TBA et TAP, indépendamment du niveau absolu d'admission et d'achèvement.

Ce graphique appelle plusieurs commentaires :

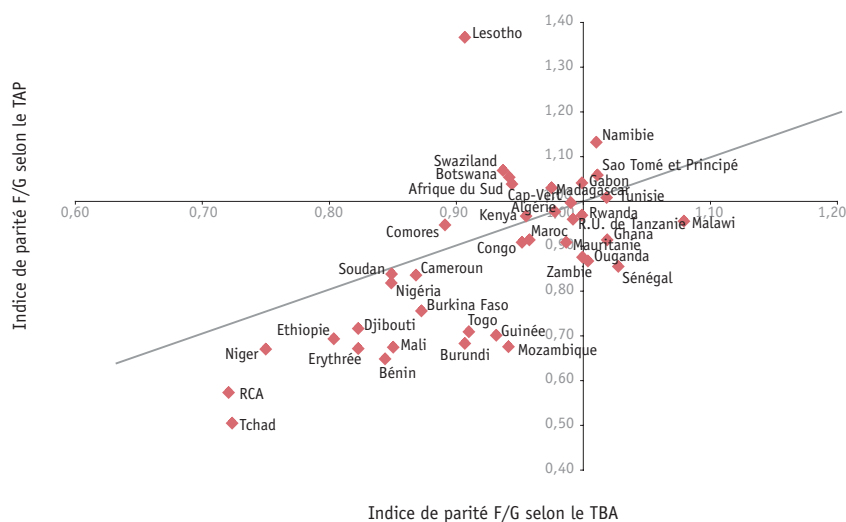
- Plus l'indice de parité calculé sur la base du taux brut d'admission est proche de l'unité et moins les disparités mesurées sur la base du taux d'achèvement sont importantes. Ainsi, une plus grande équité selon le genre à l'entrée du cycle est suivie d'une plus grande équité à la fin du cycle.
- La majorité des pays africains présente une situation où les disparités selon le genre sont accentuées lorsque l'on passe de l'admission à l'achèvement (pays situés en dessous de la 1^{ère} bissectrice sur le graphique, droite d'« équi-disparité » entre le TBA et le TAP). Cela suggère que la majeure partie des efforts pour réduire les disparités selon le genre a porté jusqu'à présent sur l'admission mais que des difficultés subsistent au niveau de la rétention, et donc de l'achèvement ;
- Il existe un certain nombre de situations dans lesquelles les disparités en matière d'achèvement sont plutôt en faveur des filles. Elles concernent toutes des pays où de manière concomitante l'indice de parité au sujet de l'admission est à l'avantage des garçons. C'est le cas en particulier des cinq pays d'Afrique australe : Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Swaziland et surtout le Lesotho. Cela suggère que dans ces pays, si les filles sont moins nombreuses à entrer à l'école que les garçons, elles présentent en revanche une meilleure rétention.

10 Pour plus d'informations sur ces aspects, voir Mingat (2003).

La subsistance de disparités selon le genre en termes d'accès que d'achèvement du cycle primaire ne doit pas occulter qu'il existe des critères de disparités plus importants tels la localisation géographique ou encore les ressources des familles¹⁰.



Graphique 2.4 : Parité selon le genre, indices calculés sur la base du TBA et du TAP, année 2004/05 ou proche



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

2. La tenue du Forum de Dakar en 2000 marque un tournant dans la dynamique de la scolarisation primaire en Afrique

La communauté internationale a renouvelé en 2000 ses engagements en faveur de la scolarisation primaire universelle et il semble clair que des évolutions favorables ont été observées depuis cette date. S'il apparaît difficile de pouvoir mesurer l'impact réel du Forum de Dakar et du sommet du millénaire, il est toutefois possible d'examiner plus en détail en quoi cette date marque une rupture dans le rythme d'expansion des systèmes éducatifs dans la période suivant les engagements pris lors de ces sommets. On se propose dans ce qui suit de regarder cela sous trois angles : évolution des effectifs inscrits, évolution de l'admission et évolution de l'achèvement du primaire. Les deux sous périodes considérées sont 1990/91 - 2000/01 et 2000/01 - 2004/05¹¹.

2.1 Un changement significatif dans l'accroissement annuel moyen des effectifs scolarisés

Le tableau 2.3 (page ...) nous permet de comparer les rythmes d'accroissement annuel moyen des effectifs scolarisés observés sur les deux sous périodes considérées, à savoir 1990/91-2000/01 et 2000/01-2004/05. Il est bien entendu que les tendances observées ne s'expliquent pas seulement par des changements de politique éducative dans la mesure où il existe un certain nombre de facteurs exogènes qui peuvent avoir des conséquences non négligeables sur la couverture scolaire.

Vingt-cinq pays connaissent sur la période suivant l'année 2000/01 un rythme d'accroissement annuel des effectifs scolarisés supérieur à ce qu'il était entre 1990/91 et 2000/01. Pour ces pays, l'accroissement annuel moyen du nombre d'élèves entre 2000/01 et 2004/05 est multiplié, par rapport à celui observé sur la période 1990/91-2000/01, par un facteur oscillant entre 1,1 et 30,8. Pour la majorité de ces pays - soit 14 d'entre eux - le facteur multiplicatif est compris entre un et deux, pour quatre d'entre eux entre deux et trois et pour sept d'entre eux supérieur à trois. S'il apparaît difficile d'établir un constat pour des pays ayant connu des situations de crise, on notera toutefois que parmi les pays ayant à l'heure actuelle une couverture scolaire faible, certains ont déployé des efforts considérables, visiblement plus importants sur la période récente : c'est le cas du Niger, dont le rythme de croissance annuel moyen du nombre d'élèves a augmenté très sensiblement à partir de 2000/01 : le nombre d'élèves supplémentaires accueillis chaque année y était de l'ordre de 29 000 avant 2000/01 et il est passé à près de 102 000 par an après cette date, soit une augmentation d'un facteur 3,5. Dans une moindre mesure, le Burkina Faso est passé, en moyenne annuelle, de 41 000 à 92 000 élèves supplémentaires. En termes relatifs, ces deux pays ont également intensifié leurs efforts puisque pour le Niger, cela représente un accroissement relatif annuel moyen des effectifs scolarisés de 13% (par rapport aux effectifs de 2000/01) contre 6% (par rapport aux effectifs de 1990/91) avant 2000/01. Pour le Burkina Faso, on passe de 6% à 9%. Sur l'ensemble des 24 pays qui connaissent depuis 2000/01 un niveau d'accroissement annuel moyen des effectifs plus important que sur la période 1990/91 - 2000/01, 17 sont également sur un rythme d'accroissement relatif accru sur la période récente.

Douze pays connaissent un rythme d'accroissement ralenti sur la période 2000/01. Le facteur multiplicatif oscille entre 0,2 (Namibie) et 0,9 (Sao Tome et Principe). Parmi eux, six pays, pour la plupart d'Afrique australe, avaient un TBS supérieur à 90% en 1990/91 et supérieur ou égal à 100% en 2000/01 : Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland mais aussi le Togo et Sao Tome et Principe. Les six autres pays avaient une couverture inférieure à 90% en

¹¹ Les années considérées peuvent fluctuer légèrement d'un pays à l'autre en fonction de la structure des données disponibles.

Tableau 2.3 : Accroissement des effectifs scolarisés dans l'enseignement primaire

	Accroissement annuel moyen du nombre d'élèves scolarisés en valeur absolue			Accroissement annuel moyen du nombre d'élèves en valeur relative		Taux d'accroissement sur la période	
	1990-2000 (1)	2000 - 2004 (2)	Rapport (2)/(1)	1990-2000	2000 - 2004	1990-2000	2000 - 2004
Afrique du Sud	46 164	10 242	0,2	0,6%	0,1%	6,6%	0,4%
Algérie	53 180	-89 802	-1,7	1,2%	-2,0%	12,7%	-7,6%
Angola	18 833	ND	ND	1,8%	ND	19,0%	ND
Bénin	56 481	65 801	1,2	8,0%	5,7%	115,2%	24,9%
Botswana	4 594	-253	-0,1	1,5%	-0,1%	16,2%	-0,2%
Burkina Faso	41 253	92 387	2,2	6,1%	9,0%	70,1%	41,0%
Burundi	11 750	71 540	6,1	1,7%	8,4%	18,6%	38,1%
Cameroun	69 033	127 754	1,9	3,0%	4,6%	38,7%	9,4%
Cap-Vert	1 837	-2 286	-1,2	2,4%	-2,6%	32,5%	-7,6%
RCA	14 899	8 457	0,6	4,0%	1,8%	48,3%	7,4%
Comores	2 459	2 249	0,9	2,9%	2,2%	29,3%	9,2%
Côte d'Ivoire	73 691	-32 419	-0,4	4,3%	-1,5%	45,8%	-3,1%
Djibouti	1 099	1 990	1,8	3,0%	4,4%	34,6%	18,6%
Egypte	42 719	47 944	1,1	0,6%	0,6%	7,0%	2,4%
Erythrée	18 960	19 705	1	10,6%	6,0%	173,8%	26,4%
Ethiopie	452 954	1 051 295	2,3	9,9%	11,3%	157,8%	71,0%
Gabon	5 892	8 392	1,4	2,5%	3,1%	25,3%	6,4%
Gambie	7 355	5 999	0,8	6,3%	3,7%	73,0%	11,5%
Ghana	53 257	130 517	2,5	2,4%	4,8%	27,4%	26,3%
Guinée	50 682	80 883	1,6	9,4%	8,1%	146,1%	47,4%
Guinée Equatoriale	389	-2 874	-7,4	0,5%	-3,9%	3,6%	-14,6%
Guinée Bissau	-6 586	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Kenya	-44 435	390 726	-8,8	-0,9%	7,4%	-9,1%	23,9%
Lesotho	6 338	2 787	0,4	1,7%	0,7%	18,0%	2,7%
Libéria	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Libye	ND	-11 178	ND	ND	-1,5%	ND	-7,3%
Madagascar	73 678	322 558	4,4	3,9%	11,7%	46,9%	55,9%
Malawi	163 168	42 059	0,3	8,0%	1,4%	116,5%	5,5%
Mali	73 203	89 810	1,2	11,0%	7,4%	185,2%	23,9%
Maroc	135 731	45 400	0,3	4,5%	1,2%	54,6%	4,7%
Maurice	-341	-2 631	7,7	-0,3%	-2,0%	-2,5%	-7,8%
Mauritanie	19 345	20 735	1,1	8,0%	5,3%	115,7%	23,0%
Mozambique	156 957	278 261	1,8	8,4%	8,6%	124,5%	39,3%
Namibie	8 393	1 685	0,2	2,4%	0,4%	26,8%	1,7%
Niger	28 786	101 867	3,5	5,9%	12,8%	78,1%	62,1%
Nigeria	555 119	650 756	1,2	3,5%	3,3%	40,8%	10,2%
Ouganda	408 901	166 217	0,4	10,3%	2,4%	165,5%	10,1%
R.U. de Tanzanie	150 259	664 905	4,4	3,7%	11,5%	44,5%	54,5%
RDC	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Congo	700	21 541	30,8	0,1%	4,0%	1,4%	17,2%
Rwanda	37 514	80 496	2,1	3,0%	5,3%	34,1%	10,9%
Sao Tome et P.	725	668	0,9	3,1%	2,3%	40,2%	9,6%
Sénégal	45 127	71 111	1,6	5,1%	5,6%	63,7%	24,5%
Seychelles	-12	-201	16,6	-0,1%	-2,0%	-1,1%	-4,0%
Sierra Leone	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Somalie	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Soudan	75 704	119 577	1,6	3,2%	4,0%	37,1%	17,1%
Swaziland	4 561	2 096	0,5	2,5%	1,0%	27,4%	3,0%
Tchad	45 906	69 542	1,5	6,5%	6,4%	87,4%	28,3%
Togo	29 814	12 901	0,4	3,9%	1,3%	46,1%	5,5%
Tunisie	-3 176	-47 401	14,9	-0,2%	-3,6%	-2,3%	-13,8%
Zambie	13 617	243 969	17,9	0,9%	12,7%	11,5%	61,4%
Zimbabwe	33 283	-24 995	-0,8	1,5%	-1,0%	15,7%	-2,0%

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

1990 mais certains d'entre eux ont déployé de gros efforts entre 1990/91 et 2000/01 pour atteindre, voire dépasser 100% de TBS en 2000/01 : c'est le cas notamment au Maroc, pays ayant de surcroît réalisé sa transition démographique.

Pour certains pays, la tendance s'inverse à partir de 2000/01 : ayant connu une expansion les ayant conduit à plus de 100% de TBS en 2000/01, on observe non pas un ralentissement mais une diminution de l'accroissement annuel du nombre d'élèves scolarisés : c'est le cas de l'Algérie, du Botswana, du Cap Vert ou de la Guinée Equatoriale¹².

L'analyse de l'évolution des effectifs, si elle donne une première idée des efforts réalisés pour augmenter la capacité d'accueil des systèmes, s'avère insuffisante pour mesurer les avancées vers l'objectif de Dakar réalisées sur chacune des sous périodes. Il convient donc de décliner les tendances observées en termes non seulement d'admission mais aussi et surtout d'achèvement du cycle primaire.

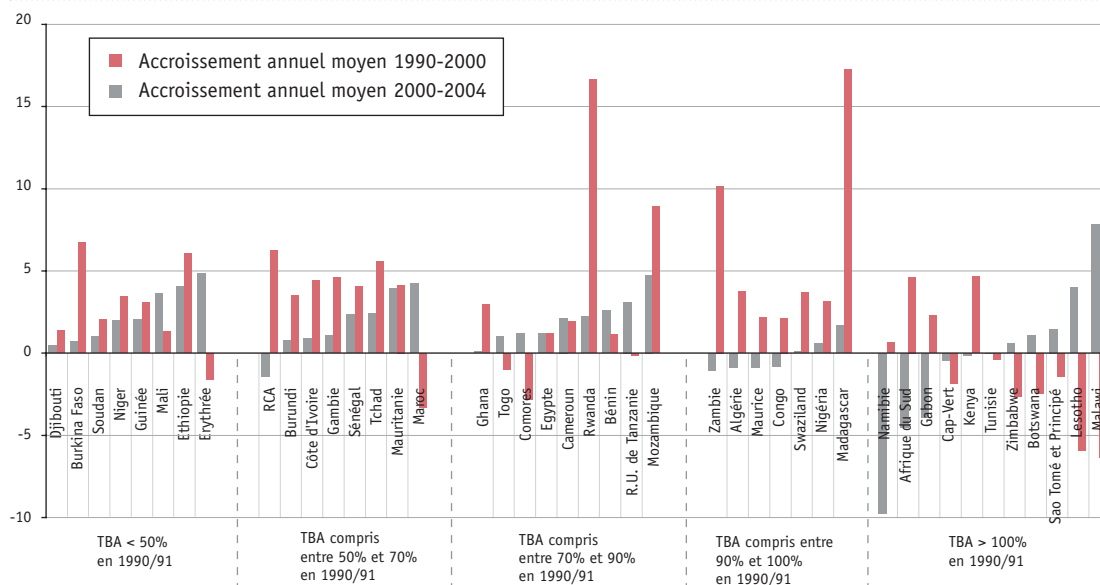
2.2 Des efforts confirmés au niveau de l'admission...

Nous utiliserons ici une approche simple, en comparant sur les deux sous périodes considérées les gains annuels en termes de points de pourcentage réalisés sur le taux brut d'admission¹³. Le graphique 2.5 présente la situation des différents pays au regard de leurs gains annuels moyens comparés sur les périodes 1990-2000 et 2000-2004, et en tenant compte du TBA en 1990/91.

12 Les cas de la Côte d'Ivoire ou du Zimbabwe sont singuliers compte tenu des événements auxquels ont fait face ces pays sur la période récente.

13 Pour une période donnée, le gain annuel moyen en termes de points de pourcentage est calculé de la manière suivante : (TBA en fin de période - TBA en début de période) / Période.

Graphique 2.5 : Accroissement annuel moyen du TBA : période 1990-2000 et 2000-2004, région Afrique



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Dans ce qui suit, les chiffres spécifiés entre parenthèses pour chaque groupe de pays correspondent à la moyenne simple des gains annuels moyens calculés pour l'ensemble des pays du groupe sur les périodes 1990-2000 et 2000-2004.

• **Pays dont le TBA était inférieur à 50% en 1990/91**
(Moyenne 1990-2000 : 2,35 ; moyenne 2000-2004 : 2,80)

En moyenne simple, l'accroissement annuel du TBA sur ce groupe de pays est passé de 2,35 avant 2000/01 à 2,80 points de pourcentage par la suite. Seuls le Mali et l'Erythrée connaissent un rythme d'accroissement moins soutenu sur la période 2000-2004 que sur la période 1990-2000 : l'Erythrée a même connu une baisse de son niveau d'admission depuis 2000/01 (le TBA y est passé de 66% en 2000/01 à 59% en 2004/05) ; quant au Mali, les efforts menés sur la décennie 1990-2000 qui ont permis au pays de passer d'un TBA de 26% en 1990/91 à 62% en 2000/01 ne semblent pas perdurer sur la période 2000-2004, dans la mesure où le TBA actuel est de 68%. Pour les autres pays, le rythme de croissance du TBA a été multiplié par un facteur allant de 1,5 pour la Guinée, à plus de 9 pour le Burkina Faso, qui est passé d'un accroissement annuel moyen de 0,71 avant 2000/01 à 6,7 par la suite. Il est à noter que l'Éthiopie a assuré un effort constant depuis 1990 passant d'un gain annuel moyen de 4,1 à 6,1 points de pourcentage.

• **Pays à TBA compris entre 50% et 70% en 1990/91**
(Moyenne 1990-2000 : 1,78 ; moyenne 2000-2004 : 3,65)

La tendance pour ce groupe de pays est également à la confirmation d'un effort soutenu pour l'augmentation de l'admission : l'accroissement moyen est en effet passé de 1,78 à 3,65 points de pourcentage. Le Maroc est le seul pays du groupe qui se situe sur une tendance inverse mais il s'agit également du seul pays qui dépasse l'admission universelle dès 2000/01, et ayant moins d'enfants à scolariser (transition démographique amorcée). La Mauritanie maintient quant à elle un rythme d'accroissement annuel moyen d'environ 4 points de pourcentage, lui ayant permis d'atteindre un TBA de 96% dans les années 2000, culminant en 2004/05 à 112%. Les autres pays du groupe se situent dans la période récente sur des tendances d'augmentation plus importantes que celles observées sur la période 1990-2000 : le rythme d'accroissement annuel moyen du TBA a ainsi été multiplié par un facteur allant de 1,7 pour le Sénégal à près de 5 pour la Côte d'Ivoire¹⁴. Le cas de la République Centrafricaine apparaît dans ce groupe atypique dans la mesure où l'on est passé dans ce pays, d'une tendance décroissante dans les années 1990 à une augmentation annuelle moyenne de plus de 6 points de pourcentage.

• **Pays à TBA compris entre 70% et 90% en 1990/91**
(Moyenne 1990-2000 : 2,04 ; moyenne 2000-2004 : 3,20)

Exception faite du Mozambique et du Rwanda, pays ayant connu des situations très difficiles dans les années 1990, en ayant toutefois un niveau d'admission supérieur à 100% en 2000/01, on observe dans la plupart de ces pays un ralentissement de la croissance de l'admission (Bénin, Cameroun, et Égypte, trois pays avec un TBA de 100% dès 2000/01, ou en étant très proches) voire une diminution. Si ce cas de figure apparaît naturel pour la République Unie de Tanzanie, qui avait un TBA de 110% dès 2000/01, elle s'avère en revanche plus préoccupante pour les Comores et le Togo, qui font face à un recul de leur niveau d'admission à l'école primaire. Enfin le Ghana est le seul pays du groupe qui, après avoir présenté une situation de forte stagnation - le TBA n'est passé que de 82% à 83% entre 1990 et 2000 - connaît une situation de forte expansion lui ayant permis d'approcher le seuil de 100% d'admission. Sur l'ensemble des pays de ce groupe, la moyenne simple d'augmentation demeure plus importante depuis 2000/01 (3,2 point de pourcentage de gain annuel moyen sur la période 2000-2004 contre 2,04 sur la période 1990-2000).

¹⁴ Période avant les événements du mois de septembre 2002. Les données les plus récentes concernant la Côte d'Ivoire datent de l'année scolaire 2002/03.

- **Pays à TBA compris entre 90% et 100% en 1990/91**
(Moyenne 1990-2000 : **-0,18** ; moyenne 2000-2004 : **6,05**)

La tendance est une fois de plus à un accroissement soutenu : les gains annuels moyens observés sur la période 2000-2004 sont en effet supérieurs à ceux qui étaient observables sur la période 1990- 2000 et ce pour les six pays du groupe. Pour le Congo, la Zambie et l'Algérie, on passe d'une période de décroissance à une reprise qui les conduit à l'admission universelle. Pour Madagascar, le Nigeria et le Swaziland, la tendance est à l'accélération alors que ces trois pays avaient déjà un TBA supérieur à 100% en 2000/01. Le gain moyen sur l'ensemble des pays de ce groupe est la moyenne maximale observée sur l'ensemble des pays considérés : 6,05 points de pourcentage en moyenne annuelle contre un déficit (stagnation) de - 0,18 avant 2000/01.

- **Pays à TBA supérieur à 100% en 1990/91**
(Moyenne 1990-2000 : **-0,35** ; moyenne 2000-2004 : **-0,80**)

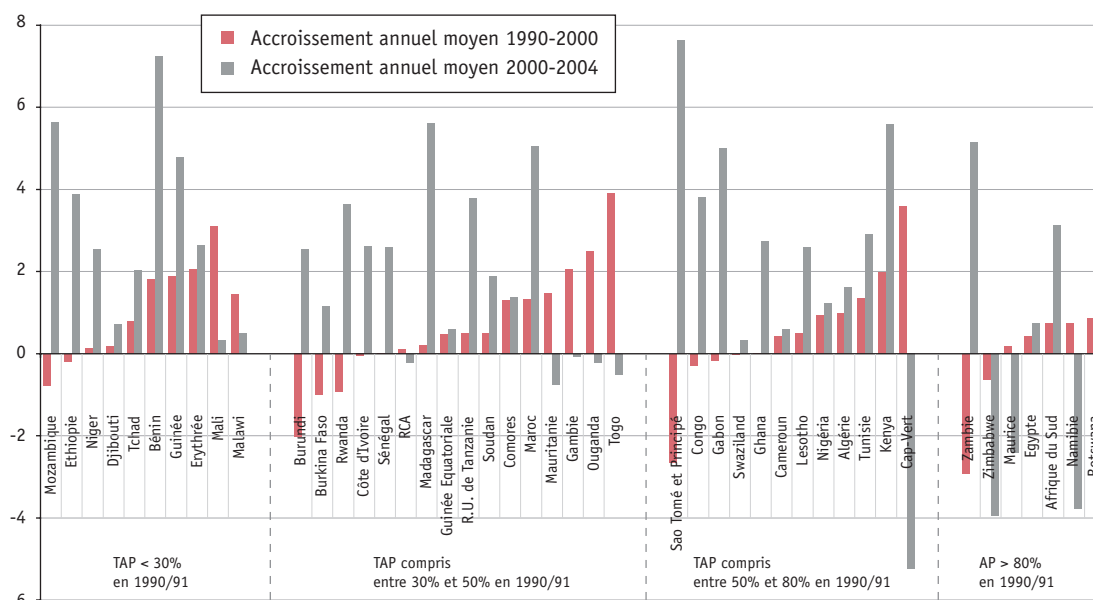
Les résultats concernant ce groupe sont difficilement interprétables dans la mesure où les pays le composant avaient déjà un niveau d'admission universel en 1990/91 et demeurent pour la plupart au-delà de 100% de TBA en 2004/05. Lorsque les évolutions récentes font apparaître un recul de la valeur de l'indicateur on a plutôt affaire à une stabilisation du niveau de l'admission au primaire. Au sein de ce groupe, on notera toutefois que la Namibie, le Cap Vert et le Gabon repassent sous la barre symbolique des 100%, tout en restant sur des niveaux d'admission élevés. La moyenne des gains annuels sur l'ensemble des pays de ce groupe passe quant à elle de -0,35 à - 0,8 après 2000/01.

2.3 ...et au niveau de l'achèvement

Les tendances au niveau de l'achèvement, du fait notamment du découpage temporel adopté ici, doivent être interprétées avec précaution dans la mesure où l'achèvement à un moment donné résulte essentiellement de prises de décisions réalisées plusieurs années auparavant. Nous reprenons néanmoins l'approche adoptée pour l'analyse des progrès en termes d'admission en comparant les gains annuels moyens au niveau des TAP enregistrés avant et après 2000/01. C'est ce que présente le graphique 2.6. Il convient, à nouveau, de distinguer les pays selon leur niveau d'achèvement initial.



Graphique 2.6 : Accroissement annuel moyen du TAP : période 1990-2000 et 2000-2004, région Afrique



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Là encore, pour chaque groupe de pays, sont spécifiées entre parenthèses les moyennes simples des gains annuels en points de pourcentage enregistrés sur le TAP, avant et après 2000/01.

• **Pays à TAP inférieur à 30% en 1990/91**
 (Moyenne 1990 - 2000 : 1,05 ; moyenne 2000-2004 : 3,03)

Parmi les pays qui présentaient un niveau d'achèvement très faible en 1990/91, deux seulement marquent, à partir de 2000/01, un recul de la progression vers la scolarisation primaire universelle. Après avoir présenté les gains les plus importants - en moyenne annuelle entre 1990/91 et 2000/01 - le Mali fait face à un net ralentissement, passant de plus de 3 points de gain annuel à 0,3 seulement sur la période récente. Il en est de même pour le Malawi.

Les autres pays bénéficient de gains substantiels au regard de leur évolution sur la période 1990-2000 : le Mozambique est ainsi passé d'une diminution annuelle de 0,77 point à un gain de plus de 5 points d'accroissement annuel après 2000/01. Le Niger se caractérise par une grande rupture : après la stagnation du TAP autour de 18%, l'accroissement annuel moyen a été multiplié par près de 19 pour aboutir à un gain annuel de 2,6 points. Le TAP du Niger a ainsi augmenté d'environ 60% entre 2000/01 et 2004/05 passant de 18 à 28%. L'Ethiopie est dans un cas similaire. D'autres pays, tels le Bénin ou encore la Guinée, changent radicalement de rythme d'accroissement (x 7 pour le Bénin, x 4 pour la Guinée), là où l'Erythrée enregistre un changement plus modeste.

La moyenne des gains annuels du groupe augmente substantiellement, passant de 1,05 avant 2000/01 à 3,03 par la suite, moyenne la plus élevée observable sur la période récente.

• **Pays à TAP compris entre 30% et 50% en 1990/91**
(Moyenne 1990 - 2000 : **0,65** ; moyenne 2000-2004 : **1,82**)

Parmi les pays à taux d'achèvement faible en début de période, on observe plusieurs cas de figure : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Rwanda et le Burundi passent d'une décroissance annuelle sur la période 1990-2000¹⁵ à une reprise marquée ; à l'inverse, la Mauritanie, la Gambie, l'Ouganda et le Togo passent d'une période marquée par des gains élevés à un recul annuel plus ou moins important. La tendance à la hausse est confirmée pour la Guinée Equatoriale et les Comores. Elle est amplifiée pour des pays comme Madagascar, le Sénégal, le Maroc et, dans une moindre mesure, le Soudan, ces trois premiers pays ayant vu leurs gains annuels moyens changer radicalement d'une période à l'autre. Le Sénégal enregistre le plus fort changement de rythme de progression dans la mesure où son niveau d'achèvement qui est resté stable entre 1990/91 et 2000/01 (40%), a enregistré une augmentation de 10 points de pourcentage sur la période récente. Sur le groupe dans son ensemble, les gains annuels moyen enregistrés sur le TAP ont été multipliés par près de trois après 2000/01 puisque l'on est passé d'une moyenne simple de 0,65 sur la période 1990-2000 à 1,82 sur la période 2000-2005.

• **Pays à TAP compris entre 50% et 80% en 1990/91**
(Moyenne 1990 - 2000 : **0,55** ; moyenne 2000-2004 : **2,40**)

De tous les pays qui avaient un niveau d'achèvement que l'on peut qualifier d'intermédiaire en 1990/91, le Cap Vert est le seul qui après une période de forte croissance, lui ayant permis de passer d'un TAP de 54% à 97% entre 1990/91 et 2000/01 (gain annuel moyen légèrement supérieur à 3,5 points de pourcentage), accuse depuis 2000/01 un recul annuel moyen de plus de 5 points de pourcentage (le TAP actuel se situe à 81%). Pour les autres pays on assiste soit au passage d'une période de stagnation à une reprise importante des gains en matière d'achèvement (Congo, Gabon, Ghana), soit à une intensification des gains annuels enregistrés depuis 1990/91 : c'est le cas du Lesotho, du Kenya mais aussi de l'Algérie ou de la Tunisie. Ces trois derniers pays affichent un TAP proche de 100% en 2004/05. La tendance globale sur ce groupe de pays est également à un changement important de rythme de croissance du TAP dans la mesure où la moyenne des gains annuels enregistrés a été multipliée par un facteur 4 après 2000/01 passant de 0,55 sur la période 1990-2000 à 2,4 entre 2000 et 2004.

• **Pays à TAP supérieur à 80% en 1990/91**
(Moyenne 1990 - 2000 : **-0,08** ; moyenne 2000-2004 : **-0,06**)

Les six pays qui présentaient en 1990/91 un niveau d'achèvement du primaire élevé ont suivi des tendances récentes variées. Trois pays se distinguent toutefois compte tenu des tendances finalement inattendues qu'ils présentent sur la période 2000-2004. L'Egypte et surtout l'Afrique du Sud tout d'abord, qui étaient en 2000/01 à des niveaux d'achèvement supérieurs à 90%, voient leurs gains annuels accrus (multipliés par un facteur respectif de 1,5 pour l'Egypte et 4 pour l'Afrique du Sud), ce qui leur permet d'atteindre le seuil symbolique de 100%. Pour l'Afrique du Sud, cela représente un gain de total de 10 points de pourcentage entre 2000/01 et 2004/05, équivalent à l'accroissement total réalisé sur la période 1990-2000. A l'opposé, un pays comme la Namibie, qui était au même niveau que l'Afrique du Sud en 2000/01, a vu son TAP décroître d'environ 15 points de pourcentage entre 2000/01 et 2004/05 (de 90% à 75%).

Les observations simples qui viennent d'être faites sur les gains annuels moyens au niveau du taux d'achèvement montrent que ceux-ci sont, de manière globale, plus substantiels depuis 2000/01. Certains groupes de pays ont connu un changement de rythme important, la moyenne des gains ayant été multipliée par un facteur 3 ou 4. On observe enfin que le groupe de pays présentant un niveau d'achèvement faible en 1990/91 est celui qui enregistre la moyenne des gains la plus élevée (3,03) sur la période récente.

¹⁵ Liée, pour le Rwanda et le Burundi, aux événements sociopolitiques que ces deux pays ont traversés dans les années 1990.

2.4 Un point sur le redoublement

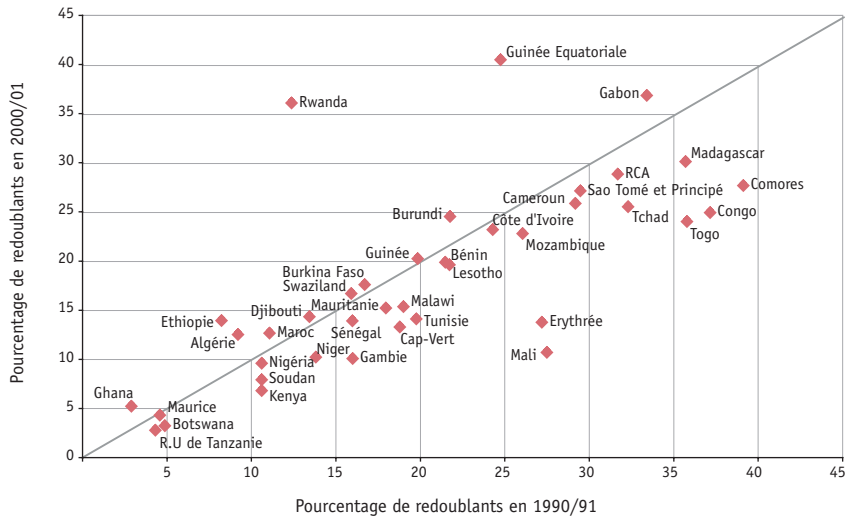
Nous venons donc de voir que l'expansion quantitative des systèmes éducatifs africains s'est traduite par des gains substantiels en admission et achèvement, avec pour bon nombre de pays une tendance à une croissance de ces indicateurs sur un rythme plus soutenu à partir de 2000/01 (ou année proche), et ce pour des niveaux initiaux de TAP et TBA variés. Il est intéressant de constater que parallèlement à ces progrès, on observe une diminution générale du poids des redoublements depuis 1990/91. C'est ce que suggèrent les graphiques 2.7 et 2.8 (page suivante) mettant en regard les pourcentages de redoublants observés sur le continent africain en 1990/91, 2000/01 et 2004/05 (ou années proches).



Au delà de la décroissance moyenne et continue qui est suggérée, il est intéressant de constater que parmi les pays qui ont un pourcentage de redoublement plus élevé en 2004/05 qu'en 2000/01, on trouve :

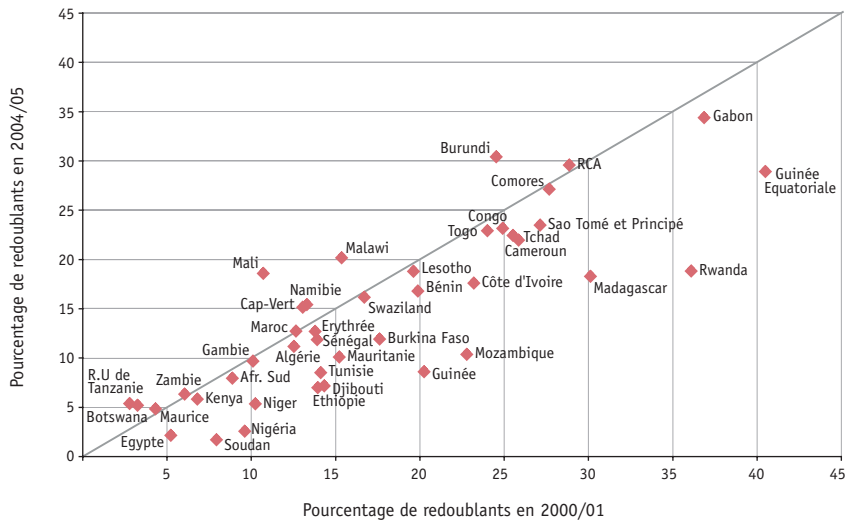
- des pays qui ont un niveau d'achèvement en 2004/05 inférieur à ce qu'il était en 2000/01 (République centrafricaine, Togo, Malawi, Cap-Vert, Namibie) ;
- des pays dont le rythme de croissance du TAP s'est ralenti sur la période 2000-2004 (Mali et dans une moindre mesure Botswana) ;
- des pays pour lesquels la tendance cumulée depuis 1990/91 a conduit soit à une stagnation du niveau d'achèvement (Comores) soit à une diminution de celui-ci (Burundi, République Unie de Tanzanie, Zambie).

Graphique 2.7 : Pourcentages de redoublants en 1990/91 et 2000/01 ou années proches



Source : Données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Graphique 2.8 : Pourcentages de redoublants en 2000/01 et 2004/05, ou années proches

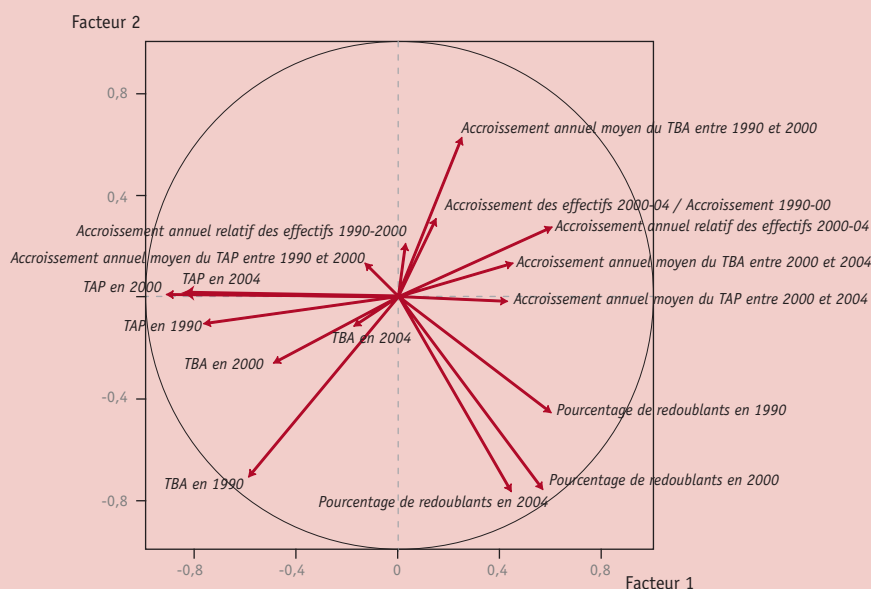


Source : Données d'analyses sectorielles et de l'ISU

L'encadré 2.1 met en regard ces résultats avec les tendances observées en termes d'admission et d'achèvement en utilisant des techniques statistiques plus complexes.

Encadré 2.1 : La description globale de l'évolution des scolarisations primaires

Sur la base de techniques factorielles, il est possible de faire un examen global de l'évolution de la scolarisation au primaire sur les périodes 1990-2000 et 2000-2004, pour l'ensemble des pays africains.



Le graphique ci-dessus synthétise les traits marquants de l'évolution de la scolarisation primaire en Afrique entre 1990/91 et 2004/05. Sur ce graphique, les variables représentées expliquent 45% de la variance observée. Les indicateurs qui se situent près du cercle (cercle des corrélations) sont ceux qui introduisent le plus de différences entre les pays. A l'inverse, les différences entre pays selon les indicateurs situés près du centre du cercle sont plus faibles.

On observe en premier lieu une convergence progressive en termes d'admission au primaire. En effet, s'il existait des différences très fortes entre les pays selon le niveau de TBA en 1990/91, celles-ci se sont progressivement réduites, et apparaissent à l'heure actuelle beaucoup moins importantes. L'opposition entre le TBA de 1990/91 et l'accroissement annuel moyen de l'admission entre 1990/91 et 2000/01 confirme cette tendance : les pays qui ont le plus progressé sont ceux qui avaient un niveau d'accès faible en 1990/91. **On note enfin que l'évolution de l'accès nécessite des efforts structurels :** les pays qui ont un TBA élevé en 2000/01 et 2004/05 sont, soit ceux qui avaient déjà un accès élevé en 1990/91, soit ceux qui ont fait le plus de progrès entre 1990/91 et 2000/01.

Du point de vue de l'achèvement du primaire, les différences entre pays en 2000/01 et 2004/05 sont aussi fortes qu'elles l'étaient en 1990/91. On n'observe donc pas la même convergence que sur l'accès. **Ceci indique qu'en moyenne, sur la période 1990-2004, la rétention s'est dégradée dans les pays où l'accès a le plus augmenté.**

Enfin, en ce qui concerne le niveau de redoublement, une première observation est que les différences entre pays apparaissent structurelles. Les pays qui avaient les niveaux de redoublement les plus élevés en 1990/91 sont également ceux où les redoublements sont les plus fréquents en 2000/01 et en 2004/05. La relation entre l'achèvement du primaire et le niveau de redoublement est par ailleurs négative : les pays ayant les niveaux d'achèvement les plus élevés sont en moyenne ceux où l'on redouble le moins.

3. Retour sur les projections concernant les perspectives d'atteinte de la scolarisation universelle en 2015

Nous revenons dans cette section sur les projections du taux d'achèvement du primaire à l'horizon de l'année scolaire 2014/15, qui avaient été réalisées en 2005¹⁶, et qu'il convient d'actualiser à la lumière des dernières statistiques scolaires disponibles¹⁷. La méthode utilisée ici diffère sensiblement de celle utilisée en 2005 car elle se base sur les conditions de scolarisation (admission, achèvement et rétention) les plus actuelles possibles (année 2004/05 ou année proche), dans la limite de l'information disponible¹⁸.

Il s'agit ensuite d'une méthode plus simple (cf. encadré 2.2). Elle demeure tout aussi sensible aux évolutions de court terme tant en ce qui concerne l'admission que la rétention, d'où certaines différences de grande ampleur qui sont observées plus loin.

Les seuls pays qui ne sont pas pris en compte dans l'exercice actuel sont ceux pour lesquels l'information en termes d'admission, rétention et / ou achèvement est trop fluctuante d'une année sur l'autre, voire non disponible : Angola, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Libéria, Ouganda, République Démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Rwanda, Libye.

L'exercice a donc été mené sur les 43 autres pays, y compris ceux qui pourraient être considérés comme proche de la scolarisation primaire universelle, c'est-à-dire présentant un taux d'achèvement du primaire en 2004/05 supérieur à 90%¹⁹. En effet, l'hypothèse selon laquelle les pays proches de la SPU peuvent être considérés comme ayant atteint durablement l'objectif de Dakar a montré ses limites dans le cas particulier de certains pays comme la Namibie par exemple.

Encadré 2.2 : Une méthode de projection simplifiée

On considère un cycle primaire, d'une durée d , dont on cherche à anticiper le taux d'accès en dernière année à l'horizon 2014/15 sur la base des conditions de scolarisation les plus récentes.

La méthode utilisée se base sur :

- le taux d'achèvement du primaire en 2004/05, ou année proche ($TAP_{2004/05}$)
- le taux brut d'admission au primaire en 2004/05, ou année proche ($TBA_{2004/05}$)
- le taux de rétention le plus récent observé (TR) calculé à l'aide de la méthode pseudo longitudinale²⁰.

$$TR_{t,t+1} = \prod_{\substack{i=\text{deuxième classe} \\ \text{du cycle}}}^{\text{dernière classe du cycle}} \frac{\text{Nouveaux Entrants dans une classe donnée } i, \text{ l'année scolaire } t,t+1}{\text{Nouveaux Entrants en classe précédente } (i-1), \text{ l'année précédente } (t-1,t)}$$

Une fois le taux de rétention calculé, il est appliqué au taux brut d'admission, ce qui donne une première estimation du Taux d'accès en dernière année du primaire pour l'année de base + la durée du cycle (par exemple, si le dernier TBA disponible est celui en 2002/03 et que le cycle primaire dure 6 ans, on obtient une estimation du TAP de 2007-2008) :

$$TAP_{2004/05+d-1} \approx TBA_{2004/05} \times TR$$

La progression estimée entre cette année de base et l'année de première projection est ensuite appliquée (de manière linéaire) à la période restante jusqu'en 2014/15 :

$$TAP_{2014/15} = TAP_{2004/05+d-1} + (2014 - (2004+d-1)) \times \left[\frac{TAP_{2004/05+d-1} - TBA_{2004/05}}{2004+d-1 - 2004} \right]$$

Cette méthode relativement basique s'avère toutefois fortement sensible aux variations de taux d'admission et de taux de rétention sur le court terme.

16 Voir le rapport Dakar +5 de l'UNESCO BREDA (2005).

17 Les données utilisées concernaient 2002/03, ou année scolaire proche.

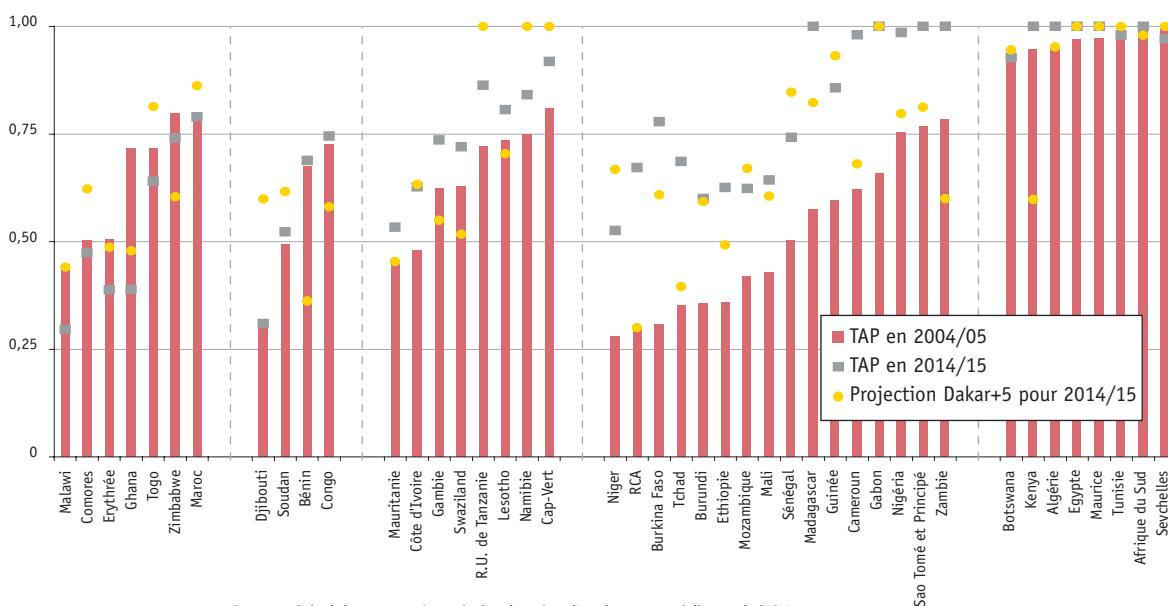
18 La méthode employée dans le rapport Dakar +5 utilisait les conditions moyennes de rétention, favorisant ainsi les pays sur lesquels on observait une baisse de la rétention au sein du cycle, et défavorisant les pays qui manifestaient des progrès conséquents en la matière.

19 L'hypothèse selon laquelle les pays ayant plus de 90% d'achèvement pouvaient être considérés comme ayant atteint la SPU a montré ses limites, notamment dans le cas de la Namibie : ce pays était considéré en 2005 comme proche de l'objectif, mais a marqué un net recul en termes d'achèvement entre 2002/03 et 2004/05.

20 Pour plus d'information voir Reuge (2004b).

Les résultats sont présentés dans le graphique 2.9 et mis en regard avec les projections réalisées en 2005. Nous reviendrons par la suite sur les différences entre les deux estimations.

Graphique 2.9 : Taux d'achèvement du primaire à l'horizon 2014/15, révisions des estimations



Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

La classification des pays selon les tendances d'évolution anticipées permet d'obtenir quatre groupes. Toutefois, les pays qui présentent actuellement un TAP supérieur à 90% devant être traités de manière différenciée, une classification en cinq groupes est retenue :

- les pays pour lesquels on anticipe la baisse du taux d'achèvement, ce qui les conduit à s'éloigner en apparence de l'objectif de scolarisation primaire universelle à l'horizon 2014/15 : cette tendance est confirmée pour le Zimbabwe, le Ghana et le Malawi. On retrouve également dans ce groupe des pays pour lesquels un tel mouvement n'était pas anticipé en 2005 : Comores, Togo, Erythée et Maroc, la tendance pour ces deux derniers pays devant plus être assimilée à une stagnation qu'à un recul ;
- les pays présentant une très faible évolution (inférieure à cinq points de pourcentage d'ici 2015), marquant ainsi une quasi stagnation de leur situation d'ici à 2014/15. Cette situation apparaît préoccupante dans la mesure où tous les pays de ce groupe ont un niveau d'achèvement actuel inférieur à 75%. Le scénario actuel apparaît malgré tout plus optimiste qu'il ne l'était dans les projections de 2005 pour le Bénin et le Congo ;
- les pays présentant une augmentation comprise en 5 et 15 points de pourcentage, évolution toutefois insuffisante pour l'ensemble des pays du groupe pour atteindre l'objectif de Dakar en 2014/15. Le scénario actuel est plus optimiste pour tous les pays du groupe, exception faite du Cap Vert et de la République Unie de Tanzanie, pays marqués sur les dernières années disponibles par un fort recul au niveau de leurs TBA : pour la République Unie de Tanzanie par exemple, on est passé de 129% en 2002/03 à 110% en 2005/06, sans amélioration significative de la rétention ;



© UNESCO BREDA - Mario Bels

- les pays pour lesquels l'augmentation sera a priori forte, supérieure à 15 points de pourcentage, permettant à certains d'entre eux d'atteindre l'objectif de 2014/15. C'est le cas par exemple de la Zambie, du Cameroun ou encore de Madagascar, pays qui se situent aujourd'hui sur des scénarii plus optimistes que ceux anticipés dans le précédent rapport, du fait d'une augmentation substantielle de leur niveau d'admission ces dernières années. On notera que si des pays comme le Niger, la RCA, le Tchad ou encore le Burkina Faso sont sur des tendances qui ne leur permettront vraisemblablement pas d'être au rendez vous de Dakar, il n'en demeure pas moins qu'ils se situent sur un rythme d'évolution qui devrait leur permettre, à terme, de multiplier par un facteur 2 leur niveau d'achèvement du primaire par rapport au niveau actuel, ce qui représente un progrès évidemment considérable ;
- les pays dont le TAP est supérieur à 90% et qui devraient en théorie tous être au rendez-vous de 2015 conformément à ce qui était anticipé précédemment, à l'exception cependant du Kenya²¹.

Le tableau 2.4 présente en outre les différences observées entre les projections de 2005 et les projections actuelles. On observe alors que :

- pour 12 pays, l'écart entre les deux dates de projections est relativement faible, inférieur à 5 points de pourcentage en valeur absolue : on retrouve la plupart des pays dont le TAP actuel est supérieur à 90%. Le cas de la Côte d'Ivoire est particulier dans la mesure où la structure d'information n'a pas évolué depuis 2002/03. Pour les autres pays, on reste sur des tendances modestes d'évolution, à la hausse ou à la baisse, tant en termes d'admission que de rétention ;
- 17 pays sont sur des valeurs d'achèvement du cycle primaire en 2014/15 plus optimistes que celles anticipées en 2005. Pour la plupart d'entre eux, cela s'explique essentiellement par une très forte augmentation de l'admission depuis 2002/03 (Madagascar + 30 points de pourcentage en plus, Burkina Faso +20 points, Mauritanie + 10 points, Tchad + 15 points), sans modification significative de la rétention sur la même période²².
- 14 pays se situent par contre sur des tendances moins optimistes que celle envisagées en 2005. Cela résulte dans la majorité des cas d'une dégradation des indicateurs d'admission (Cap Vert, République Unie de Tanzanie) ou de rétention comme par exemple au Sénégal, en Guinée ou au Niger. Le cas de ces trois derniers pays illustre bien le fait que des progrès en matière d'admission ne suffisent pas et qu'il est nécessaire d'identifier les conditions d'une rétention optimale afin de pouvoir atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle.

21 La différence de projection relève dans ce cas d'un critère purement technique dans la mesure où en 2005, la classification internationale retenait pour le Kenya un cycle primaire de sept années, là où il convient plutôt de retenir une durée de six ans.

22 Les différences constatées sur la République centrafricaine, et dans une moindre mesure le Congo, s'expliquent en partie grâce à une meilleure connaissance du secteur et un redressement des statistiques administratives mené dans le cadre des exercices RESEN qui ont pris fin début 2007.

Tableau 2.4 : Comparaison des projections 2005 et 2007

	Nombre de pays	Pays (entre parenthèses, écarts de projections en valeurs absolues de points de pourcentage)
Projections 2007 = Projection 2005	12	Côte d'Ivoire (1), Burundi (1), Mozambique (5), Mali (4), Gabon(0), Botswana (2), Algérie (5), Egypte(0), Maurice(0), Tunisie (2), Afrique du Sud (2), Seychelles (3)
Projection 2007 > Projection 2005	17	Mauritanie (8), Lesotho (10), Ethiopie (13), Zimbabwe (14), Congo (16), Burkina Faso (17), Madagascar (18), Gambie (19), Swaziland (19), Sao Tome et Principe (19), Nigeria (19), Tchad (29), Cameroun (30), Bénin (33), République Centrafricaine (37), Zambie (37), Kenya (40),
Projection 2007 < Projections 2005	14	Maroc (7), Guinée (7), Cap Vert (8), Soudan (9), Ghana (9), Erythrée (10), Sénégal (11), République Unie de Tanzanie (14), Niger (14), Malawi (15), Comores (15), Namibie (16), Togo (17), Djibouti (29)
	43	Ecart absolu moyen simple = 5

Source : Calcul des auteurs à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

Finalement on constate que, selon les projections actuelles, sur les 43 pays pour lesquels les données sont disponibles, 28 d'entre eux pourraient ne pas parvenir à atteindre la scolarisation primaire universelle à l'horizon 2015 (leur TAP resterait en 2014/15 inférieur à 90%), 22 demeurant sur des niveaux d'achèvement particulièrement faibles (inférieur à 75%). Ces anticipations sont toutefois plus optimistes que celles réalisées en 2005, ou l'on prévoyait alors que 31 pays ne seraient pas au rendez vous de 2014/15 (cf. tableau 2.5).

Tableau 2.5 : Situation des pays africains au regard de l'objectif de SPU en 2014/15

		Projections sur la base des données 2004/05 ou année proche			
		TAP 2014/15 supérieur à 90%	TAP 2014/15 compris entre 75 et 90%	TAP 2014/15 inférieur à 75%	Nombre de pays
Projections sur la base des données 2002/03 ou année proche	TAP 2014/15 supérieur à 90%	Cap-Vert, Gabon, Botswana, Egypte, Algérie, Maurice, Tunisie, Afrique du Sud, Seychelles	République Unie de Tanzanie, Namibie, Guinée		12
	TAP 2014/15 compris entre 75 et 90%	Madagascar, Nigeria, Sao Tomé et Príncipe	Maroc	Togo, Sénégal	6
	TAP 2014/15 inférieur à 75%	Zambie, Cameroun, Kenya	Lesotho, Burkina Faso	Comores, Erythrée, Ghana, Zimbabwe, Djibouti, Soudan, Bénin, Congo, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Malawi, Gambie, Swaziland, Niger, République Centrafricaine, Tchad, Burundi, Mozambique, Mali, Ethiopie	25
	Nombre de pays	15	6	22	43

Source : Estimations à partir des données d'analyses sectorielles et de l'ISU

4. Conclusion

La capacité d'accueil au niveau de l'enseignement primaire est fortement variable sur l'ensemble du continent africain et même dans les cas où il existe un nombre suffisant de places - 28 pays ont en 2004/05 un TBS supérieur à 100% - beaucoup d'enfants ne sont pas en mesure de pouvoir effectuer un cycle primaire complet. L'Afrique a donc encore du chemin à faire pour atteindre la scolarisation primaire universelle, et des progrès sont nécessaires à la fois en termes d'admission mais aussi et surtout de gestion des flux (redoublement et rétention). Les données d'évolution récentes suggèrent une meilleure dynamique depuis 2000/01 tant en ce qui concerne l'admission que l'achèvement du cycle primaire : certains pays ont même réalisé des progrès considérables, traduisant une mobilisation effective en faveur de l'objectif de Dakar. Toutefois, ces dynamiques ne permettront pas d'atteindre la scolarisation primaire universelle : en effet si les conditions de scolarisation actuelle perdurent, tant en termes d'admission que de rétention, on estime que 28 pays auront en 2014/15 un taux d'achèvement du primaire inférieur à 90% et 22 d'entre eux seraient même en deçà du seuil de 75%. Ces projections sont, du fait des tendances récentes, plus optimistes que celles réalisées en 2005 dans la mesure où l'on estimait que 31 pays africains seraient en deçà de 90% d'achèvement. Elles n'en demeurent pas moins préoccupantes car elles signifient que 25% au moins des enfants ayant l'âge de fréquenter la dernière année du primaire ne seront pas en mesure de terminer le cycle. Ces anticipations sont toutefois valables sous les conditions actuelles de scolarisation : des marges de manœuvre sont donc possibles et des améliorations en termes d'admission et de rétention seraient de nature à projeter le continent africain sur des scénarios plus optimistes.

